



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Mission régionale d'autorité environnementale
PAYS DE LA LOIRE

AVIS DÉLIBÉRÉ DE
SUR LE PROJET DE PARC ÉOLIEN « LA SAULAIE »
PORTÉ PAR LA SARL « PARC ÉOLIEN DE LA SAULAIE »
SUR LA COMMUNE DE CORON (49)

n° PDL-2023-6711

Introduction sur le contexte réglementaire

La MRAe Pays de la Loire a été saisie par le préfet du Maine-et-Loire le 18 janvier 2023 du dossier d'évaluation environnementale relatif au projet de parc éolien de la SARL « Parc éolien de La Saulaie » sur la commune de Coron. Le contexte juridique particulier relatif à ce projet est rappelé dans une partie dédiée ci-après.

L'avis qui suit a été établi en application de l'article L. 122-1 du code de l'environnement. Il porte sur la qualité de l'étude d'impact et sur la prise en compte de l'environnement par ce projet, dans le cadre de la procédure d'autorisation d'exploiter un parc éolien pour laquelle le dossier a été établi.

Conformément au règlement intérieur de la MRAe adopté le 10 septembre 2020, chacun des membres délibérants atteste qu'aucun intérêt particulier ou élément dans ses activités passées ou présentes n'est de nature à mettre en cause son impartialité dans le présent avis. Comme convenu en séance collégiale du 21 mars 2023, ont ainsi délibéré sur cet avis par échanges électroniques : Bernard Abrial, Vincent Degrotte, Paul Fattal, Daniel Fauvre, Audrey Joly et Olivier Robinet.

Destiné à l'information du public, le présent avis de l'autorité environnementale doit être porté à sa connaissance, notamment dans le cadre de la procédure de consultation du public. Il ne préjuge ni de la décision finale, ni des éventuelles prescriptions environnementales associées à une autorisation, qui seront apportées ultérieurement.

Conformément aux articles L.122-1 V et VI du code de l'environnement, cet avis devra faire l'objet d'une réponse écrite de la part du maître d'ouvrage qui la mettra à disposition du public par voie électronique au plus tard au moment de l'ouverture de l'enquête publique prévue à l'article L.123-2 ou de la participation du public par voie électronique prévue à l'article L.123-19.

1 Présentation du projet et de son contexte

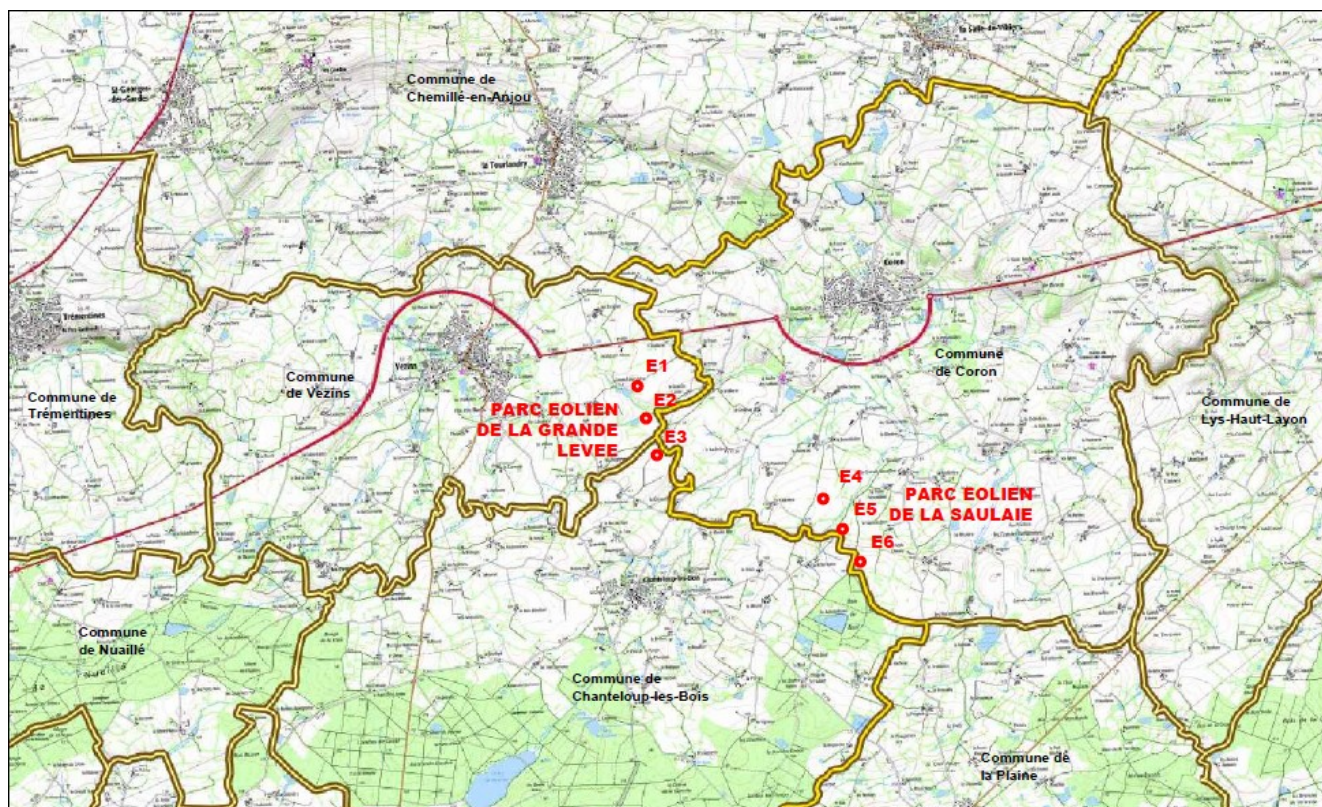
1.1 Description du projet

Le projet de « La Saulaie » se situe au sud de la commune de Coron, dans un contexte majoritairement constitué de parcelles agricoles avec la présence de zones prairiales, de haies et d'arbres isolés classés. Plusieurs cours d'eau bordés de milieux potentiellement humides traversent l'aire d'étude. Un étang de quatre hectares situé en proximité ainsi que la zone humide du « Bois de Breil » au sud-ouest de la ZIP sont en continuité du massif forestier formé par les forêts de Nuaille et de Vézins.

Le projet de parc éolien de « La Saulaie » résulte de l'étude concomitante de trois zones d'implantation potentielles (ZIP) d'éoliennes, définies dans un secteur propice à l'éolien et respectant la distance de retrait minimale de 500 m par rapport aux habitations. Les projets dits de « La Grande Levée » et de « La Saulaie » ont ainsi bénéficié d'études menées de façon conjointe et unitaire. La justification de la variante retenue et l'analyse des effets cumulés tiennent compte des deux parcs éoliens. En revanche, les impacts et les mesures associées sont présentés séparément pour chaque projet.

Le projet porte sur l'installation de trois éoliennes, d'un réseau de raccordement électrique enterré, d'un poste électrique de livraison, de voies d'accès et de plate-formes au pied des éoliennes. Le poste source de raccordement externe au réseau public d'électricité envisagé est celui de Cholet-Blanchardière distant d'environ quinze kilomètres. Le parc éolien accueillera des éoliennes d'une hauteur de mât comprise entre 73 (E6) et 89 m (E4 et E5) pour une hauteur en bout de pale de 125 à 150 m et d'un diamètre de rotor compris entre 100 et 117 m. D'une puissance installée de 10,5 MW, le parc produira annuellement environ 19,5 GWh, soit la consommation électrique de 7 800 habitants¹ (chauffage inclus).

1 Sur la base d'une consommation moyenne de 2 500 kWh/an/habitant



*Plan de situation des parcs de « La Grande Levée » et de « La Saulaie » (étude d'impact)
(En rouge : route départementale 960 reliant Saumur à Cholet)*

1.2 Contexte juridique

Par arrêté du préfet du Maine-et-Loire du 2 mars 2018, la SARL « Parc éolien de La Saulaie » a été autorisée à exploiter un parc comprenant trois aérogénérateurs et un poste de livraison sur la commune de Coron. Ce projet a fait l'objet d'un contentieux sur le fondement que l'entité administrative ayant préparé l'avis de l'autorité environnementale daté du 31 juillet 2017 ne disposait pas d'une autonomie réelle vis-à-vis de l'entité administrative chargée d'instruire la demande d'autorisation d'exploiter.

Par sa décision du 29 septembre 2022², le tribunal administratif de Nantes a sursis à statuer sur la requête de différentes parties (notamment l'association « Défense de l'environnement de Coron ») tendant à l'annulation de l'arrêté préfectoral du 2 mars 2018. Dans sa décision, le tribunal administratif a jugé que les vices exposés entachant la légalité de l'arrêté du 2 mars 2018 étaient régularisables dans les conditions définies par les dispositions de l'article L.181-18 du code de l'environnement, conduisant à réactiver la phase d'examen de l'étude d'impact et de consultation du public.

Afin de démontrer l'absence de « changements significatifs des circonstances de fait », la SARL « Parc éolien de La Saulaie » a procédé à un examen de celles susceptibles d'avoir évolué depuis l'élaboration de l'étude d'impact initiale déposée en décembre 2016. La société a ainsi procédé à l'actualisation de certains éléments du dossier initial concernant les enjeux relatifs à la faune, la flore et aux habitats naturels et à la vérification de l'absence d'évolution importante de l'environnement depuis le premier dossier concernant notamment les enjeux relatifs aux habitats naturels, au paysage, au milieu humain.

² [Décision n° 1806150 du tribunal administratif de Nantes](#)

Ainsi, le dossier dont est saisie la MRAe Pays de la Loire comporte :

- le dossier initial de l'étude d'impact de 2016 incluant des compléments de juin 2017 et des annexes;
- la mise à jour, datée de décembre 2022, de l'étude faune et flore de 2015 ;
- des éléments, datés de décembre 2022, de mise à jour de la demande d'autorisation environnementale.

2 Les principaux enjeux au titre de l'évaluation environnementale

Au regard des effets attendus du fait de la mise en œuvre du projet, d'une part, et des sensibilités environnementales du secteur d'implantation, d'autre part, les principaux enjeux environnementaux identifiés par la MRAe sont :

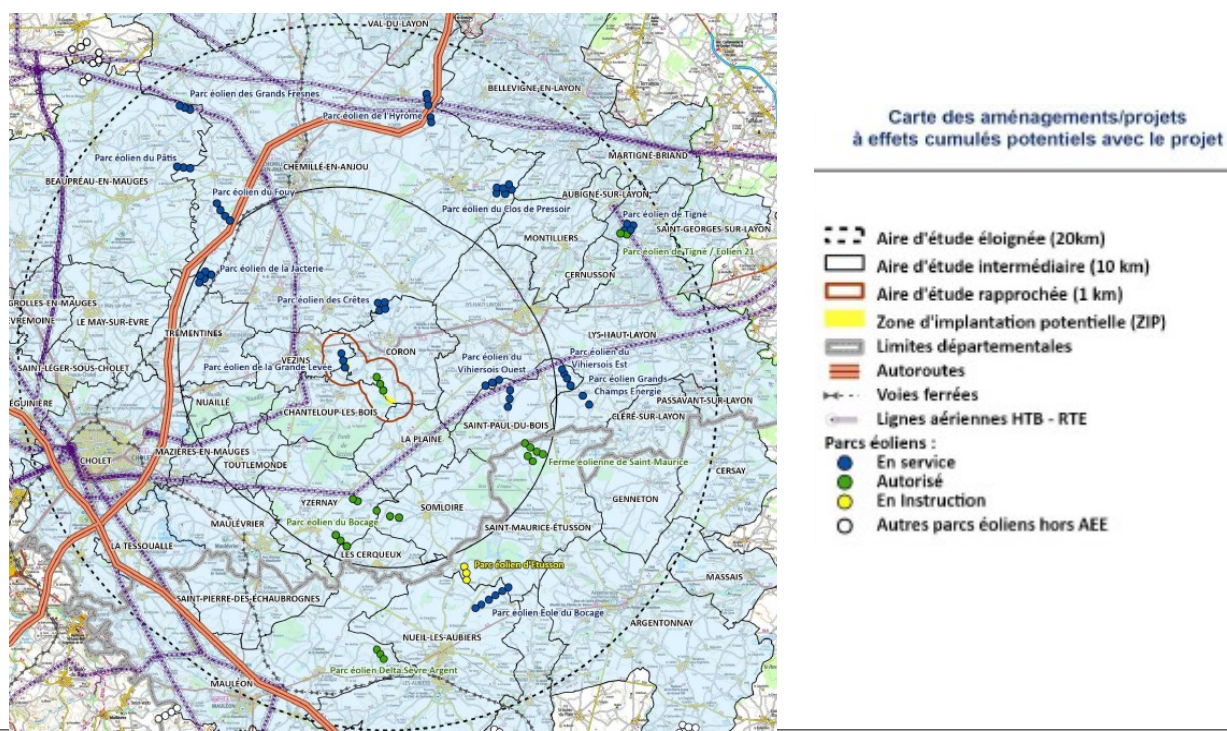
- le bénéfice d'une production d'électricité décarbonée ;
- la limitation des impacts sur la biodiversité (principalement chiroptères et avifaune) ;
- la limitation de l'impact sur le paysage et le cadre de vie.

3 Qualité de l'étude d'impact et du résumé non technique

L'étude d'impact initiale était de bonne facture. Elle présentait le contexte et le projet de façon argumentée et étayée. Le choix d'actualiser le dossier au moyen de deux documents annexés n'est pas préjudiciable à la lecture car la présentation des compléments suit le même déroulé que l'étude d'impact. L'actualisation de l'étude faune et flore constitue un document indépendant clair et explicite.

3.1 Étude d'impact

Les analyses ont été menées à différentes échelles et, pour chaque thématique, l'étude d'impact définit des aires d'études immédiate, rapprochée, intermédiaire et éloignée jusqu'à 20 km autour du site. L'aire d'étude immédiate retenue pour toutes les thématiques correspond aux ZIP des deux projets éoliens « La Saulaie » et « La Grande Levée ». La carte de synthèse présentée page 13 de l'étude d'impact permet d'identifier clairement ces différentes aires et de resituer le projet dans son contexte géographique.



Analyse de l'état initial de l'environnement

- Les milieux naturels

En complément de l'étude d'impact initiale (version actualisée de juin 2017), le porteur de projet a produit un inventaire actualisé du patrimoine naturel, une mise à jour de l'étude faune, flore et habitats naturels basée sur quatorze journées d'investigations et des sessions d'écoute des chiroptères réparties entre janvier et octobre 2022. Les conditions et méthodes d'inventaires sont clairement présentées.

Le recensement des nombreuses zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) localisées dans les rayons des aires d'études a été actualisé : on y trouve désormais trente ZNIEFF de type 1, de surfaces limitées et définies par la présence d'espèces ou de milieux rares et six ZNIEFF de type 2, qui sont des ensembles naturels homogènes plus étendus dont la richesse écologique est remarquable. L'actualisation du dossier a permis d'intégrer trois nouvelles ZNIEFF de type 1 : la « Prairie de la Girouardière » dans l'aire d'étude immédiate (à 550 m de la ZIP), le « Bois de la Gaubretière » dans l'aire d'étude rapprochée (à 3,8 km de la ZIP) et la « Mare du Fief des Loups » (à plus de 18 km de la ZIP). Bien que positionnée hors périmètres protégés ou inventoriés au titre du patrimoine naturel, la ZIP avoisine les massifs forestiers de Vezins-Nuaillé inventoriés en ZNIEFF de type 2 car abritant des espèces d'oiseaux d'intérêt patrimonial, pour certaines sensibles aux éoliennes. Au niveau régional, ce massif forestier (parmi les plus importants du département) est identifié comme milieu très favorable en termes de capacité d'accueil des chauves-souris. L'étude d'impact recense une zone Natura 2000 au sein de l'aire d'étude intermédiaire, la « Vallée de l'Argenton » située à 15 km du projet. Les figures 5 et 6 de la note d'actualisation du projet permettent d'appréhender le contexte local.

Aucune évolution n'a été constatée concernant les corridors écologiques de la trame verte et bleue identifiés au niveau du schéma régional de cohérence écologique des Pays de la Loire (SRCE)³. Ils ont été intégrés au schéma régional de développement durable et d'égalité du territoire⁴. Le projet se situe au niveau d'un corridor écologique secondaire lié principalement à la trame verte du fait de la proximité des massifs forestiers de Vezins-Nuaillé.

L'étude d'impact initiale retenait les secteurs de la ZIP du parc de « La Grande Levée » et de la ZIP du parc de « La Saulaie » pour conduire les investigations faune-flore. Les prospections de terrains et observations pour établir l'état initial des milieux naturels et des espèces ont été conduites en 2015. L'étude détaillée est jointe en annexe à l'étude d'impact. Elle précise les conditions de réalisation et les objectifs des prospections de terrains pour chaque taxon ainsi que les méthodologies d'inventaires. Les compléments apportés en décembre 2022 visent uniquement l'actualisation des parties du dossier concernant le parc de « La Saulaie ».

La caractérisation des habitats naturels résulte des prospections de terrains conduites en mai et juillet 2015, complétées par une journée d'inventaire en mai 2022. Elles ont mis en évidence la présence d'habitats intéressants, notamment des zones humides des fonds de vallons au nord de la ZIP et des aulnaies-frênaies d'intérêt communautaire au sud-ouest. La ZIP est traversée par un ruisseau temporaire dans sa partie nord et est bordée par un second cours d'eau à son extrémité sud. Les seuls changements observés depuis l'étude de 2015 se situent dans le secteur nord de la ZIP où la prairie hygrophile a été recolonisée par des fourrés et s'est refermée (les fruticées dominent désormais la végétation). L'enjeu de conservation la concernant a été revu (passage de fort à faible). Concernant les habitats anthropisés, certaines parcelles cultivées en 2015 sont désormais converties en prairies intensives à Ray-grass et Fétuque faux-roseau. Vingt-cinq sondages pédologiques ont été effectués en septembre 2015 et septembre 2016 pour recenser et délimiter les secteurs

3 SRCE adopté le 30 octobre 2015

4 SRADDET adopté le 16 décembre 2021

de zones humides. Un secteur de zones humides est identifié au niveau de la traversée d'un ruisseau temporaire situé à l'est de l'éolienne E4⁵.

L'inventaire floristique effectué met en évidence une diversité intéressante (71 taxons). En 2022, l'absence de plante protégée ou menacée est confirmée, hormis le Frêne commun (statut quasi-menacé).

L'accent est mis sur l'avifaune et les chiroptères, deux groupes d'espèces classiquement concernés par les impacts des projets éoliens. Une diversité de l'avifaune a été constatée au niveau des aires rapprochées des deux parcs éoliens, avec 175 espèces contactées dont dix pouvant être considérées comme patrimoniales⁶. Les milieux identifiés peuvent s'avérer favorables à l'avifaune migratrice (Grande aigrette, Alouette lulu en particulier) ou l'avifaune nicheuse en milieu ouvert (passereaux, Busard St-martin). Une carte de sensibilité à l'échelle de la ZIP illustre de manière pertinente l'état initial⁷. L'impact potentiel du projet est estimé fort sur le secteur forestier de la ZIP (étang et bois du Breil). Les résultats des investigations pour les reptiles, les amphibiens ou les insectes démontrent de manière satisfaisante l'absence d'espèces remarquables susceptibles d'être directement impactées par le projet éolien. Sept journées d'inventaire ont été réalisées entre janvier et octobre 2022 confirmant l'état des lieux dressé en 2015.

Concernant les chiroptères dont toutes les espèces sont protégées, l'étude a mis en œuvre à la fois des investigations de recherche d'habitats favorables et des campagnes de terrains d'écoutes et d'observations. Le secteur d'étude apparaît comme sensible tant par la proximité de nurseries que par la présence attenante d'un massif boisé important et d'un bocage de qualité. Dans un rayon de dix kilomètres, dix-sept colonies de chiroptères sont recensées. Les prospections menées sur les ZIP sont bien retranscrites et ont permis d'inventorier douze espèces avec une nette prédominance de la Pipistrelle commune. L'évaluation des sensibilités de chaque espèce vis-à-vis de l'éolien est satisfaisante. L'étude d'impact synthétise les enjeux chiroptères au sein de la ZIP par une cartographie et des tableaux de bonne facture⁸. L'activité des chiroptères est en relation avec le réseau bocager et les arbres présentant des cavités (gîtes). Une attention particulière doit être portée à leur préservation, ainsi qu'aux distances entre les éoliennes et les haies ou boisements les plus proches. Les données de 2015 ont été complétées en 2022 par une journée de recherche de gîtes et un suivi d'activités en altitude de mars à fin octobre.

Les investigations démontrent que les secteurs présentant des intérêts faunistiques et floristiques correspondent au réseau de haies et aux secteurs de zones humides qui forment des habitats et des corridors naturels susceptibles d'accueillir des espèces remarquables. La description de l'état initial s'avère globalement complète et de bonne qualité sur le volet faune/flore.

- Le paysage et le patrimoine

Le volet paysager et patrimonial est développé à la fois dans l'étude d'impact et dans une annexe associée qui permet de présenter des illustrations de meilleure qualité. Les simulations paysagères présentées sous forme de photomontages rendent compte de l'impact visuel des éoliennes en différents points de vue. L'étude débute par l'analyse de l'aire d'étude éloignée, notamment par les descriptions des entités paysagères caractéristiques, issues de l'atlas des paysages du Maine-et-Loire. Le projet de « La Saulaie » s'implante dans un territoire déjà marqué par l'éolien. Dans le périmètre d'étude de vingt kilomètres, la mise à jour du dossier de 2022 recense treize parcs existants, quatre parcs autorisés mais non construits et un en cours d'instruction. L'intégration de ce projet en cohérence avec les parcs voisins, notamment celui de « La Grande Levée », est donc nécessaire et la démonstration de son acceptabilité au regard des impacts cumulés constitue un enjeu.

5 Page 25 de l'étude pédologique des zones humides

6 Une espèce patrimoniale est une espèce pour laquelle il existe un doute sérieux quant à son maintien dans un bon état de conservation à l'échelle régionale lorsqu'elle subit une destruction ou une dégradation de son site de reproduction ou de son aire de repos.

7 Figure 28 de l'étude d'impact (page 38)

8 Pages 47 et 48 de l'étude d'impact

S'agissant du patrimoine architectural, dans les aires d'étude du projet, on dénombre vingt-cinq monuments historiques protégés, un site protégé (parc du Château des Colberts sur la commune de Maulévrier à douze kilomètres) et la zone de protection du patrimoine architectural (ZPPAUP) de Cholet. L'étude paysagère indique que seuls deux monuments historiques sont concernés par des interactions visuelles avec le parc de « La Saulaie » : le moulin à vent de « la Noue-Ronde » et le menhir dit « de la pierre des hommes » sur la commune de Coron.

L'état initial conclut que les enjeux du paysage et du patrimoine sont faibles à moyens. Ils concernent la visibilité de la ZIP depuis les sections en surplomb des axes de communication, la visibilité des deux parcs éoliens depuis la colline des Gardes ainsi que les relations visuelles depuis les lieux de vie.

- L'environnement humain

La description de l'environnement sonore initial s'appuie sur une campagne de mesures effectuées en septembre 2015 et mai 2016 au niveau de dix points de mesures qui concernent les ZIP des deux parcs éoliens. Les habitations concernées par ces mesures sont clairement décrites dans l'annexe acoustique de l'étude d'impact. Ces points de mesures permettent de définir les émergences du parc éolien, c'est-à-dire la différence entre le niveau de bruit ambiant et le niveau du bruit résiduel (bruit en l'absence du bruit particulier des éoliennes). Les émergences réglementairement acceptées ne doivent pas dépasser cinq décibels (dB(A)) en période diurne et trois dB(A) en période nocturne. L'analyse de l'état initial conclut que l'ambiance sonore mesurée est bien corrélée aux données de vent et que la présence de la route départementale 960 influence l'environnement sonore initial. En l'absence d'évolution du contexte (notamment bâti identique), aucune donnée complémentaire n'a été produite en 2022.

3.2 Résumé non technique

Les résumés non techniques de l'étude d'impact et de l'étude de dangers reprennent l'ensemble des thèmes abordés et synthétisent correctement les études annexées. Ils permettent de comprendre le projet, le contexte environnemental dans lequel il s'inscrit et ses effets. Les documents initiaux n'ont pas été actualisés. Même si le document de mise à jour de 2022, par sa rédaction structurée et claire, permet de prendre facilement connaissance des compléments apportés à l'étude d'impact, une actualisation du résumé non technique doit être réalisée afin d'en faciliter la lecture.

3.3 Analyse des méthodes

L'étude d'impact et les documents complémentaires font mention des auteurs, des différents bureaux d'études ayant participé à leur réalisation ainsi que de leur champ d'intervention. Les annexes présentent de façon détaillée les méthodes utilisées ainsi que leurs limites.

4 Analyse des variantes et justification des choix effectués

Le dossier explicite la démarche retenue pour le choix du site d'implantation : ce choix est lié notamment à son potentiel éolien important, son accessibilité, les facilités de raccordement mais également aux distances par rapport aux habitations, aux éléments protégés du patrimoine et au contexte paysager. Le choix des scénarios d'implantation des éoliennes a pris en compte l'ensemble des projets éoliens du secteur (une actualisation a été apportée en 2022). Le projet de parc de « la grande Levée » et celui de « la Saulaie » ont été considérés comme un seul projet pour favoriser son insertion paysagère. La comparaison des variantes s'effectue sur l'ensemble des deux projets, ce qui est pertinent. En revanche, elle revient à comparer des projets de puissance sensiblement différente avec neuf éoliennes (v1), huit éoliennes (v2), puis sept éoliennes

(v3) et enfin six éoliennes (v4). A priori, plus il y a d'éoliennes, plus il y a de potentialités d'impacts, ce qui peut revenir à favoriser artificiellement la variante présentant le moins d'éoliennes. Ainsi des précisions sur la capacité de production d'énergies renouvelables pour chaque variante auraient enrichi cette démonstration.

La variante retenue comprend trois éoliennes pour chaque parc. Elle est justifiée par l'évitement ou l'éloignement par rapport aux secteurs d'intérêts naturels les plus sensibles et une implantation qui facilite la lecture paysagère des deux parcs. Le contenu de l'étude d'impact permet d'éclairer de manière satisfaisante les choix opérés.

S'agissant des chemins d'accès aux éoliennes, l'étude d'impact propose deux options⁹. Bien que l'option A impacte 250 m² de zones humides, l'option B engendre des impacts environnementaux supérieurs, du fait de la destruction d'un linéaire de haies classées plus important. La présentation des variantes des voies d'accès est réaliste et permet de justifier la recherche d'évitement au niveau des effets résiduels de l'option retenue (option A), notamment en ce qui concerne la prise en compte des haies classées.

La MRAe recommande de produire une analyse comparative présentant les capacités de production d'énergie de chacune des variantes envisagées.

5 Prise en compte de l'environnement par le projet

5.1 Bénéfice d'une production décarbonée

Le dossier expose le contexte général de l'éolien, le contexte énergétique français et les opportunités de développement économique que représente cette filière¹⁰. L'exposé des effets positifs du projet en matière de réduction d'émission de gaz à effets de serre et de polluants atmosphériques participe à sa justification au regard des considérations environnementales de lutte contre les effets du changement climatique.

Cette partie du dossier n'a pas été actualisée et repose sur des données datant de 2015. Par ailleurs, la MRAe observe que le dossier ne précise pas qu'à l'échelle du cycle de vie des éoliennes, ces installations sont également productrices de gaz à effet de serre (GES) sur certaines phases. Une mise à jour des données relatives aux effets bénéfiques attendus du projet sur l'intégralité de son cycle de vie (fabrication, construction, transport, exploitation, démantèlement, traitement des déchets), au regard des données récentes, apparaît donc indispensable.

La MRAe recommande d'actualiser l'analyse des effets bénéfiques attendus du projet et de compléter le dossier par un bilan des émissions de GES qui s'appuie sur une analyse sur l'ensemble de son cycle de vie.

5.2 Préservation des milieux naturels

Habitats, flore, zones humides

- La faune

Les principaux impacts des projets éoliens sur l'avifaune sont rappelés par l'étude d'impact, qu'ils soient directs (risque de mortalité par collision, barotraumatisme, destruction de nids) ou indirects (perte d'habitats, dérangement). Des compléments ont été apportés concernant la faune associée au bocage favorisant ainsi l'inventaire des arbres et tronçons de haies à préserver au bénéfice des oiseaux, chiroptères et insectes saproxylophages comme le Grand capricorne. Afin de limiter les impacts de la phase de chantier, la réalisation des travaux préparatoires à l'accueil des éoliennes (accès, plateformes techniques,...) ou encore les travaux

9 Voir page 91 de l'étude d'impact

10 Document n°3 présentation de la demande

d'arrachage et d'arasement de haies est envisagée en dehors de toute période de reproduction des oiseaux et chiroptères notamment afin de préserver les espèces nicheuses.

Bien que les enjeux relatifs aux chiroptères aient été pris en compte dans le choix d'implantation du parc, l'éolienne E6 est située dans une zone de sensibilité du fait de sa proximité avec la lisière du bois de Breil dont elle est distante d'environ cent mètres en bout de pale. La MRAE rappelle qu'une distance minimale de 200 m est préconisée entre le bout des pales et les boisements (recommandation Eurobats¹¹). Par ailleurs, la garde au sol des éoliennes est faible (entre 25 et 33 mètres) ce qui peut s'avérer plus dangereux pour les espèces volant à faible altitude (collision et barotraumatisme).

Dans sa version initiale, l'étude d'impact proposait des périodes de bridage pour les trois éoliennes sous conditions de vent et de température. Le parc de « La Grande Levée » étant en service, il bénéficie d'un suivi d'activité des chiroptères en altitude. Les données recueillies en 2022 sont citées mais non produites de façon explicite afin d'argumenter les évolutions proposées au plan de bridage (extension d'un mois du bridage des éoliennes 4 et 5, évolution de la température de référence pour tous les bridages avec un passage de 10° à 14°). L'étude d'impact comporte une mesure d'accompagnement par la mise en place d'un suivi de la mortalité de l'avifaune et des chiroptères, se référant au protocole de suivi environnemental des parcs éoliens (MTES 2018)¹².

L'absence d'impact résiduel du projet sur les populations de chiroptères et d'oiseaux protégés ne pouvant être considérée comme démontrée, la MRAE recommande :

- **de réinterroger la séquence « éviter-réduire-compenser » notamment concernant l'implantation de l'éolienne E6 pour minimiser l'impact sur l'avifaune et les chiroptères ;**
- **d'argumenter les évolutions de bridage envisagées.**

La MRAE rappelle que le code de l'environnement interdit toute perturbation intentionnelle ou destruction d'espèces protégées ou de leurs habitats. Le porteur de projet doit donc conduire et expliciter dans l'étude d'impact une démarche d'évitement et de réduction des impacts afin de concevoir un projet qui respecte cette interdiction. Un projet qui, après l'application rigoureuse des démarches d'évitement, puis de réduction, ne pourrait pas respecter cette interdiction, peut, uniquement s'il relève de raisons impératives d'intérêt public majeur, s'il démontre l'absence de solution de substitution raisonnable et s'il préserve l'état de conservation favorable des populations et des espèces concernées dans leur aire de répartition naturelle, solliciter une dérogation moyennant la proposition de mesures de compensation. Les mesures d'évitement et de réduction mises en œuvre dans le dossier ne garantissent pas, en l'état, l'absence d'impacts résiduels pour les espèces protégées.

- La flore

Les impacts du projet sur la flore concernent essentiellement la phase de travaux. Le passage d'engins, la création de pistes et les installations des éoliennes et des postes de raccordement sont sources de piétinement direct. Les éoliennes, leurs aires de grutage et leurs voies d'accès ainsi que le poste de livraison seront implantés sur des parcelles cultivées sur lesquelles la présence d'aucune espèce végétale protégée, rare, remarquable ou menacée n'a été relevée. S'agissant de la phase chantier, l'étude d'impact prévoit l'intervention d'un coordinateur environnemental tout au long des travaux pour éviter d'endommager les milieux naturels favorables à la faune et la flore.

- Les milieux naturels

11 Selon l'accord relatif à la conservation des populations de chauves-souris d'Europe, ratifié par la France en 1995.

12 [Protocole de suivi environnemental des parcs éoliens terrestres](#)

La variante retenue pour l'implantation des voies d'accès privilégie l'évitement des impacts sur le milieu naturel, notamment sur le réseau bocager. Pour autant, les aménagements affectent partiellement des zones humides identifiées sur une surface globale de 250 m². Des mesures compensatoires sont envisagées par l'étude d'impact avec la conversion d'une peupleraie en prairie permanente pour une superficie de 1 540 m². L'annexe consacrée aux études pédologiques développe de manière satisfaisante les mesures mises en œuvre qui sont conjointes avec celles du projet existant de « la Grande Levée » (dont l'impact sur les zones humides avait été estimé à 500 m²). Les choix retenus pour compenser les impacts sur les zones humides permettent de démontrer la compatibilité des mesures par rapport aux exigences¹³ du schéma directeur d'aménagement et de gestion de l'eau Loire-Bretagne 2022-2027 (SDAGE) approuvé le 18 mars 2022.

Pour compenser la destruction d'un linéaire de 192 mètres de haies, dont 165 mètres classés au sein de la ZIP, une replantation de 384 mètres de haies est prévue par l'étude d'impact, soit une compensation de 200 %. Cette mesure est pertinente puisqu'elle compense de l'habitat détruit par la création de nouveaux milieux dans des secteurs suffisamment éloignés des éoliennes pour ne pas exposer les espèces au risque de collision avec les aérogénérateurs.

- Les incidences Natura 2000

L'évaluation sommaire des incidences conclut de manière pertinente à une absence d'effets sur les habitats et les espèces terrestres d'intérêt communautaire ayant conduit à la désignation du site, et ce, compte tenu de l'éloignement du site de « la Vallée de l'Argenton » situé dans l'aire d'étude.

- Les effets cumulés

Avec treize parcs existants et quatre parcs autorisés dans un rayon de quinze kilomètres, le parc de « La Saulaie » s'inscrit dans une zone fortement mobilisée par ce type de projets. L'analyse des effets cumulés avec d'autres parcs ou projets de parcs connus démontre de possibles co-visibilités, atténuées toutefois par l'éloignement, le relief et le caractère bocager des Mauges. Les notions de saturation visuelle et d'effets de brouillage peuvent se poser désormais sur ce secteur du fait de la juxtaposition de parcs.

Le parc le plus proche demeure celui de « La Grande Levée » dont la prise en compte dans le cadre des études paysagères, faunistiques et sonores initiales apporte une plus-value dans l'évaluation des effets cumulés et donc dans la définition des mesures d'évitement, de réduction et de compensation associées. L'actualisation apportée au dossier focalise avec logique sur ce projet en exploitation, distant de deux kilomètres, avec lequel des inter-actions peuvent potentiellement être appréhendées. L'analyse conclut que les effets cumulés ne sont pas majorés par rapport à leur évaluation produite dans le dossier initial.

- Les incidences des réseaux de raccordement

Le raccordement inter-éoliennes jusqu'au poste de livraison est décrit dans l'étude d'impact (environ 1 555 mètres de câble enterré à une profondeur comprise entre 0,8 et 1,2 mètre). La limitation d'impact est recherchée en privilégiant un tracé suivant les chemins existants ou temporaires.

S'agissant du raccordement externe jusqu'au poste source, l'étude d'impact initiale esquissait deux hypothèses (poste de Chemillé ou de Cholet¹⁴). Les compléments apportés en 2022 valident le raccordement au poste-source de Cholet-Blanchardière (15 km) proposé par le gestionnaire de réseau, qui en assurera la réalisation sans pour autant que celles-ci soient précisées dans le dossier.

La MRAe rappelle que le réseau de raccordement externe au poste source fait partie intégrante du projet au sens de l'article L122-1 du code de l'environnement. Les incidences de cette partie du projet doivent ainsi être analysées et intégrées à l'étude d'impact.

13 Disposition 8B-1 du SDAGE définissant les mesures compensatoires des zones humides

14 page 110 de l'étude d'impact, tracé potentiel du raccordement électrique externe

Même si la compétence du raccordement relève du gestionnaire de réseau, la MRAe recommande d'apporter des précisions sur la définition du raccordement électrique externe des éoliennes et des incidences potentielles de ce dernier.

5.3 Limitation de l'impact sur le paysage

L'analyse paysagère et les photomontages produits sont directement en lien avec les enjeux identifiés dans l'état initial. Les enjeux de co-visibilité et d'inter-visibilité depuis les coteaux entre le parc éolien et les monuments historiques sont étudiés pour chacun d'entre eux et ont fait l'objet d'une actualisation en 2022. L'étude d'impact conclut que ces inter-visibilités sont nulles à faibles pour chacun d'entre-eux car elles sont atténuées par les nombreux filtres bocagers du paysage des Mauges.

Le dossier affirme que l'alignement des éoliennes, la symétrie des deux parcs voisins et les inter-distances régulières entre les aérogénérateurs sont de nature à faciliter une intégration visant à réduire les impacts potentiels des deux projets. La lecture paysagère du parc est alors simplifiée depuis les lieux de vie identifiés, même si les impacts visuels restent importants. A l'échelle de la ZIP, la proximité du parc et des hameaux engendre des co-visibilités prégnantes, mises en exergue dans le volet consacré à l'analyse paysagère. Les photomontages proposés rendent compte des impacts paysagers de manière pertinente. Au sein du périmètre rapproché, une sensibilité forte est soulignée sur les hameaux des Boissonnières, de la Blouère, de la Grande Nouzillière, de la Petite Nouzillière, de la Grande Chêvrie et depuis le secteur périphérique sud de Coron. Pour réduire les impacts visuels, le projet prévoit la possibilité de proposer aux propriétaires la plantation de haies dans un rayon de un kilomètre autour du parc.

La MRAe recommande que les conditions de maîtrise foncière et d'information des habitants concernés par ce dispositif de plantation de haies soient précisées afin d'en garantir l'effectivité.

5.4 Effets sur l'environnement humain

Impacts sonores

En période d'exploitation du parc éolien, les principales nuisances sont potentiellement liées au bruit des éoliennes. Une étude acoustique a été menée pour mesurer les bruits résiduels du parc en fonctionnement en prenant en compte différentes vitesses et conditions de vent. Deux campagnes de mesures ont été conduites en 2015 et 2016. La méthodologie employée s'avère satisfaisante et les simulations acoustiques de l'impact sonore du fonctionnement du parc démontrent la conformité vis-à-vis de la réglementation. Le niveau sonore maximal respectera les valeurs limites car inférieur à 60 décibels. Des dépassements d'émergences sont constatés sur plusieurs points de mesure pour plusieurs vitesses de vent en période nocturne. Le pétitionnaire propose donc une mesure de réduction de l'impact par des bridages des éoliennes pour les vitesses de vent concernées. Les plans de bridage proposés tiennent compte des éoliennes du parc voisin et permettent de respecter les émergences sonores réglementairement admissibles en tout point.

Le comparatif proposé concernant le bâti existant en 2016 et 2022, démontre l'absence d'évolution au niveau des hameaux les plus proches. Ceci tend à confirmer la validité des éléments fournis par l'étude acoustique de 2016. Afin d'en confirmer les résultats et garantir l'efficacité des mesures de réduction des impacts sonores, un suivi acoustique du parc sera effectué après sa construction.

La MRAe recommande que le protocole envisagé pour le suivi acoustique soit présenté de façon plus explicite afin que la pertinence des choix de bridage adoptés puisse être vérifiée. Ainsi, les conditions de réalisation doivent notamment être précisées sur les points suivants : périodes (jour/nuit ; saisons), fréquence, localisation (au niveau des habitations ou du parc), vitesse du vent, etc.

Effets d'ombres portées

Le calcul des ombres projetées est réalisé en prenant en compte les deux parcs éoliens prévus sur la zone. Il fait apparaître une faible durée d'ombre portée au niveau des habitations. L'étude d'impact prévoit la mise en œuvre d'écrans végétaux chez les riverains, en cas de gêne avérée des ombres portées. Selon la superficie des unités foncières concernées ou l'orientation des éoliennes par rapport aux propriétés, la faisabilité de cette mesure peut être compromise.

La MRAe recommande la définition des conditions requises pour que la mesure réduction d'impact sur les ombres portées soit mise en œuvre notamment en termes de maîtrise foncière par le porteur de projet.

5.5 Le suivi du projet, de ses incidences, des mesures ERC et de leurs effets

La séquence Éviter-Réduire-Compenser est déclinée de façon explicite. Les mesures adoptées sont suffisamment détaillées (conditions de réalisation, financement, temporalité...) pour permettre leur réalisation. Des suivis sont adoptés principalement en lien avec les mesures compensatoires afin de pouvoir mesurer leur efficacité au bénéfice des milieux et des espèces concernés. L'hypothèse de la mise en œuvre d'un bridage plus contraignant est envisagée en cas de constat d'une mortalité significative parmi les chiroptères.

5.6 Conditions de remise en état et usage futur du site

Les conditions de remise en état ne sont pas modifiées. En fin de période d'exploitation, l'exploitant s'engage à remettre le site en état. Il procédera ou fera procéder au démantèlement du poste de livraison, au démontage et l'évacuation des éléments constitutifs des éoliennes ainsi que des câbles électriques dans un rayon de dix mètres. Les aires de grutage et les chemins d'accès seront décaissés et la terre remplacée par une terre de caractéristiques comparables aux terres à proximité de l'installation. Une excavation des fondations des éoliennes est prévue sur une profondeur de un mètre et de la terre sera mise en place pour permettre de rendre les terrains compatibles avec un usage agricole ou forestier.

La MRAe précise qu'un arrêté ministériel, pris le 22 juin 2020¹⁵, introduit l'obligation de démanteler la totalité des fondations sauf, par dérogation, dans le cas où une étude démontrerait que le bilan environnemental est défavorable.

La MRAe rappelle l'obligation réglementaire de remise en état du site avec l'excavation de la totalité des fondations sauf à justifier d'un bilan environnemental défavorable.

5.7 Articulation du projet avec les documents de planification

Le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) de la région Pays de la Loire, approuvé par le préfet de Région le 7 février 2022, fixe pour objectif de développer l'énergie éolienne sur terre, de façon mesurée en privilégiant l'implantation sur des zones à moindres enjeux environnementaux.

Le territoire d'implantation du projet est désormais couvert par le Schéma de Cohérence Territoriale de l'agglomération du Choletais approuvé le 17 février 2020. L'un des axes de son projet d'aménagement et de développement durables (PADD) vise à « favoriser un développement économe en ressources et en énergie ». Le Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO) acte le développement des énergies renouvelables « en zone

15 [Arrêté du 22 juin 2020 portant modification des prescriptions relatives aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent](#)

A ou N, (...) dans le respect de la réglementation en vigueur, des servitudes d'utilité publique et des sensibilités écologiques, paysagères et architecturales ». Le projet apparaît donc compatible avec le SCoT.

La commune de Coron dispose d'un plan local d'urbanisme (PLU) approuvé le 26 février 2013. Le projet s'implante en zones agricole (A) et naturelle (N) qui admettent ce type de projet en tant qu'installations liées ou nécessaires « (...) soit à des équipements et des services publics, collectifs ou d'intérêt général (réseaux, pylônes, transformateurs...) ». La mise en place du chemin d'accès aux éoliennes est envisagé en zone N et doit conduire à la suppression de tronçons de haies identifiées aux documents graphiques comme constituant un élément de paysage à protéger. Toutefois, cette éventualité est retenue par le règlement du PLU et induit la mise en place de mesures compensatoires¹⁶. La suppression de 192 mètres de haies sera compensée par la replantation de 384 mètres de haies à proximité de la forêt de Chanteloup-les-bois afin d'améliorer la connectivité bocagère et créer de nouveaux habitats fonctionnels. Le projet apparaît compatible avec le PLU.

6 Étude de dangers

En 2022, les caractéristiques techniques des éoliennes et de leurs aménagements sont identiques. Par ailleurs, aucune évolution n'est constatée au niveau de l'urbanisation des différents hameaux les plus proches. L'étude de dangers initiale demeure ainsi pertinente.

La recherche des accidents spécifiques aux activités liées aux éoliennes a été menée à partir des bases de données et de l'analyse des retours d'expérience. La caractérisation des risques a permis d'identifier les principaux phénomènes dangereux suivants :

- l'effondrement d'éolienne,
- la chute d'élément d'un aérogénérateur,
- la chute de glace,
- la projection de pale ou de morceaux de pale,
- la projection de glace présente sur une pale en mouvement.

Pour chaque éolienne, la détermination des zones d'effets est détaillée par l'étude de dangers. Un comparatif entre 2016 et 2022 est produit, présentant la synthèse des risques par photos aériennes et concluant sur l'absence d'évolutions. Compte tenu des mesures prises pour l'implantation et le fonctionnement des appareils, mais également de l'éloignement des habitations à plus de 500 mètres et de la faible fréquentation de la zone, les risques sont qualifiés d'acceptables.

7 Conclusion

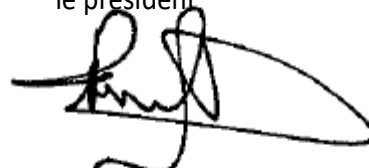
Le projet de parc éolien de « La Saulaie » s'inscrit dans le développement des énergies renouvelables et devrait contribuer à l'atteinte des objectifs nationaux et régionaux de production d'électricité décarbonée et de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

L'étude d'impact initiale et les compléments de 2022 sont de bonne qualité tant pour l'analyse des milieux naturels que pour le traitement de la thématique du paysage. Toutefois, si la conception du projet n'a pas

¹⁶ Article N13 du règlement du PLU « *Les haies identifiées aux documents graphiques comme constituant un élément de paysage à protéger doivent être maintenues et préservées de tout aménagement de nature à modifier leur caractère. Toutefois, les travaux pour effet de modifier ou de porter atteinte à ces haies peuvent être autorisés dans le cadre d'une intervention très ponctuelle (ouverture d'accès...) ou dans le cas de regroupement de parcelles, à condition de compenser les arrachages par des replantations sur un linéaire équivalent* ».

évolué depuis 2017 sur les caractéristiques et l'implantation des éoliennes, de nouvelles recommandations sont entrées en vigueur pour favoriser une conception des parcs éoliens cohérente avec les enjeux de biodiversité. Aussi, la MRAe relève que le dossier nécessite de réinterroger la séquence « éviter-réduire-compenser » après une meilleure prise en compte de ces recommandations (notamment concernant l'implantation de l'éolienne E6) et d'adapter en conséquence les mesures à adopter (périodes de bridage).

Nantes, le 21 mars 2023
Pour la MRAe Pays de la Loire,
le président



Daniel FAUVRE